

Réunion unitaire collectif orléanais contre la privatisation de la Poste 20 octobre 2008

Présents : UD CGT, FAPT-CGT, AL, PC, FSU, ATTAC 45, FO, LCR, NPA.

Absence de la CFDT, qui souhaite néanmoins être informée, partie prenante de l'appel national

A. Création du collectif

Le collectif entend organiser la lutte contre la privatisation de la Poste et défendre un service public modernisé et rénové. Ce point sous-entend que l'organisation actuelle du service ne nous satisfait pas, tant les attaques se succèdent depuis les années 1990. La grève des postiers le 23 septembre dernier a réuni 40 % du personnel : c'est le plus grand mouvement connu depuis de nombreuses années.

Le collectif entend renforcer la cohésion nationale pour aller vers une mobilisation générale et durable, incluant les salariés, les élus et les usagers. Enfin, il souhaite élargir la mobilisation à la défense de l'ensemble des services publics qui sont attaqués de front, par la création d'un comité local de vigilance sur les services publics.

B. Calendrier prévisionnel des actions du comité

- 1) Prochaine réunion du comité : lundi 3 novembre, 18 h, Bourse du travail
- 2) Samedi 8 novembre : signature de la pétition devant des bureaux de poste (Place de Gaulle, place d'Arc, bureau de la Source-Université)

Cette pétition a fait l'objet de débats, portant principalement sur la question du referendum, qui figure sur l'appel national. Nous avons soutenu, avec SUD et la LCR que la pétition du collectif national devait être utilisée localement. Cet appel a été signé par l'ensemble des organisations de gauche. Pourtant la CGT FAPT, l'UD CGT et le PC ont refusé en bloc cette idée. Donc on s'est entendu sur une pétition nationale soutenue par toutes les organisations syndicales postales, sur laquelle on ajoute le soutien des organisations politiques, associatives et syndicales au niveau local, présentes dans ce comité.

En outre, Sud nous a informé que le congrès des Présidents de conseils généraux se tiendra au centre de conférence à Orléans les 29 et 30 octobre, et a manifesté sa volonté de faire signer la pétition ce jour là. Nous pouvons être présents, ce qui par ailleurs, ne nous empêche pas de faire signer la pétition à d'autres moments et sur d'autres secteurs.

- 3) Jeudi 13 novembre : réunion publique, salle des fêtes de SARAN, 20h

Le choix du lieu est une proposition de la CGT qui a indiqué que la commune de SARAN avait affiché au fronton de la mairie une banderole : « Non à la privatisation de la Poste, oui au service public ».

S'agissant du déroulement de cette réunion, le comité s'est entendu sur plusieurs points : la tribune sera présidée par des représentants syndicaux de la Poste et la réunion s'organisera de cette manière :

- Une présentation de l'histoire de la Poste et des différentes phases de transformation, de privatisation
- Un état des lieux des postes européennes depuis leur privatisation
- Une définition de ce quoi doit être le service public postal : c'est que nous avons défendu, à savoir une définition en positif et pas seulement en négatif.

A cela pourra s'ajouter témoignages des syndicats des autres secteurs publics, des associations d'usagers, ou simple usagers, afin d'élargir le débat sur le service public en général.

- 4) Samedi 22 novembre : manifestation à Orléans